

Mention Droit

RNCP21351 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	334, 345, 128
Code(s) ROME	K1901, K1902, K1903, K1602, G1403
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/01/2020

Certificateur(s)

Université Panthéon Sorbonne - Paris 1

<http://www.formationpermanente.univ-paris1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

La mention Droit est composée de 3 parcours :

Droit du sport

Droit du tourisme

Droit de la sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale

Les diplômés de la mention Droit sont aptes à :

- prévenir et résoudre des litiges en interprétant le droit.
- proposer des solutions amiables ou judiciaires aux litiges.
- rassembler et analyser la documentation disponible, consulter les experts éventuels et les personnalités compétentes.
- construire la méthodologie et délimiter le champ d'investigation.
- analyser et interpréter les résultats dans une perspective d'explication théorique.
- conseiller les administrations et les entreprises dans la conduite et le déroulement des procédures devant les principales juridictions ainsi que devant les tribunaux arbitraux.
- contribuer à la préparation et à la mise en œuvre de l'action d'une organisation intergouvernementale ou d'une ONG.
- participer à la définition des thèmes d'études ou de recherches.
- rédiger des publications (rapports d'étude, notes de synthèse, articles...).
- participer à des colloques, conférences ou séminaires sur des thèmes appartenant au domaine d'investigation (ou à des domaines connexes).
- Parcours "Droit du sport"

Les diplômés sont aptes à :

- exercer les activités de juristes au sein d'une structure sportive,
- occuper des postes de direction juridique d'organisations sportive
- Parcours "Droit du tourisme"

Les diplômés sont aptes à :

- Assurer des fonctions de direction juridique dans des entreprises touristiques,
- Rédiger des contrats pour des entreprises touristiques

- Négocier des offres touristiques
- Diriger un office de tourisme
- Assurer des fonctions de fiscaliste dans une entreprise touristique
- Parcours "Droit de la sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale"

Les diplômés sont aptes à :

- Informer les entreprises et administrations sur l'évolution des dispositions en vigueur dans les domaines de la protection sanitaire et alimentaire et sur le rôle des institutions administratives ou pénales spécifiques.
- Conseiller les entreprises dans la mise en place de processus respectant les mesures nouvelles en matière de sécurité sanitaire mises en place par l'Etat et les organisations communautaires ou internationales.
- Préciser leurs obligations aux chercheurs, médecins, producteurs, distributeurs, contribuer à définir les règles d'éthique propres à ces professions. Leur faire prendre conscience des possibilités et des risques offerts par de nouvelles pratiques (OGM, brevetabilité du vivant, nouvelles technologies etc.).
- Conseiller et assister sur le plan juridique les victimes et les associations de consommateurs

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Les diplômés de la Mention Droit sont capables de :

Effectuer une veille juridique

Rédiger des textes normatifs et de d'argumentaires

Utiliser leur esprit d'analyse, de synthèse et capacités rédactionnelles pour analyser les textes juridiques, rédiger des notes et des comptes rendus mais aussi les traduire en recommandations opérationnelles.

Développer leur sens de l'écoute et de la communication pour dialoguer tant avec les administrations qu'avec les services techniques d'une entreprise.

Utiliser leur pédagogie pour rendre compréhensibles et intelligibles les textes de lois à des non-juristes.

Utiliser leur force d'argumentation et de conviction pour pouvoir instruire certains dossiers, imposer la mise en application de réglementations.

Comprendre et savoir interpréter correctement les textes de loi.

Savoir rédiger non seulement des notes et des comptes rendus, mais aussi des demandes de certification et d'autorisation, et des contrats.

Analyser les pratiques des entreprises du secteur et évaluer leur conformité avec les programmes, mesures et textes réglementaires.

Assurer la mise en œuvre de la politique des pouvoirs publics.

Veiller à la conformité de l'entreprise avec les différents domaines du Droit.

Aider à la rédaction des contrats et à la gestion du contentieux.

- Parcours "Droit du sport"

Connaître et maîtriser des outils juridiques inhérents aux acteurs sportifs

Rédiger des actes juridiques ; notamment, les contrats sportifs (contrats de travail, contrats commerciaux ...)

Connaître des institutions sportives et de leur mode de fonctionnement

- Parcours "Droit du tourisme"

Apprécier le coût fiscal des opérations engagées par les entreprises du tourisme.

Rechercher et mettre en œuvre des formules d'optimisation des coûts fiscaux.

Aider à concevoir les montages juridiques appropriés aux projets touristiques.

Informers sur l'évolution des dispositions en vigueur dans le secteur du tourisme.

Défendre et protéger les intérêts de l'entreprise ou des consommateurs de produits touristiques.

Participer à l'élaboration de réglementations dans le domaine du tourisme, rédiger de textes d'application, suivre leur mise en œuvre.

- Parcours "Droit de la sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale"

Savoir dialoguer avec des scientifiques, savoir expliquer les enjeux juridiques. istratifs ou d'entreprises avec une restitution publique ,

Utiliser leur Culture juridique

Connaître de la réglementation française/européenne/internationale et la jurisprudence en droit de la sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale.

Disposer de compétences scientifiques et techniques de base pour savoir faire le lien entre le droit de la sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale et le terrain.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Ces professionnels travaillent dans les clubs sportifs (associations ou sociétés sportives commerciales), mais également dans les services juridiques ou administratifs des fédérations sportives nationales ou au sein des ligues sportives professionnelles.

Enfin, les entreprises spécialisées dans l'organisation de manifestations ou d'événements sportifs peuvent être un véritable vivier d'emplois.

Tourisme, administration publique, office de tourisme, direction du tourisme, Ministère économie finances et emploi, comité régional du tourisme, comité départemental du tourisme, collectivités territoriales, agences de voyages, syndicats professionnels, cabinets d'avocat, organisation mondiale du tourisme, OCDE, UNESCO, etc.

Industries agro-alimentaires, industries pharmaceutiques, industries de l'eau, entreprises du commerce et de la distribution...

Organisations professionnelles des secteurs concernés (organisations agricoles, organisations médicales, organisations internationales), les associations de défense des consommateurs, les cabinets de lobbying ou encore la profession d'avocat.

Fonction publique, notamment dans les secteurs de la santé et de l'alimentation (concours d'accès à l'École nationale de la magistrature, l'École des hautes études en santé publique, l'École nationale supérieure de la sécurité sociale, Concurrence et consommation (DGCCRF), gendarmerie...), organismes publics chargés du commerce extérieur, chambres de commerce, établissements publics (d'enseignement supérieur et de recherche...)

Organisations internationales (interétatiques ou non gouvernementales), juridictions internationales (TPIY, Cour pénale internationale...), entreprises et organismes travaillant en liaison avec des organisations internationales et européennes, tournées vers l'exportation, l'investissement..., ministères des affaires étrangères, cabinets juridiques internationaux, ONG...

Collectivités locales, Entreprises publiques, Autorités administratives indépendantes, Bureaux d'études, Cabinets de consultants.

Barreau, centres de gestion, presse et médias spécialisés.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Juriste, en cabinet d'avocat, dans la magistrature, dans des services juridiques d'entreprises, dans des organisations internationales et européennes, au sein de juridictions internationales.

Directeur juridique et/ou administratif d'un club sportif professionnel

Juriste au sein d'un service juridique d'une fédération ou d'une ligue professionnel

Manager d'un club sportif

Directeur administratif, directeur d'un office de tourisme, Chargé de mission, Fiscaliste.

Conseillé juridique (pour les entreprises privées, ministère des Affaires étrangères et de la défense, ONG.. ;), représentations diplomatiques françaises et étrangères.

Enseignant-chercheur, Poste de direction, contrôleurs, DRH, directeurs de maison de retraite ou d'hôpital, Responsable hygiène et sécurité, Responsable services techniques, Chef de produit marketing, Responsable environnement, Responsable qualité.

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

L'exercice de l'activité d'avocat est subordonné à la réussite au CAPA

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 404 €

Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée) S2X81 — Agents de maîtrise de l'hôtellerie et de la gestion des structures de loisirs · tension 3/5 (Modérée) S3X90 — Patrons et cadres de l'hôtellerie et de la restauration · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	12 972
Jugés difficiles à recruter	37 %
Emplois saisonniers	25 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit S2X81 — Agents de maîtrise de l'hôtellerie et de la gestion des structures de loisirs S3X90 — Patrons et cadres de l'hôtellerie et de la restauration

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Jury d'admission formé d'enseignants-chercheurs et intervenants professionnels

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury de VAE formé d'enseignants-chercheurs et intervenants professionnels

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/01/2020
-------------------------------------	------------

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP21353

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

SESANA Association des Anciens du Master de Droit de la Sécurité sanitaire et alimentaire

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

AgroParis Tech ENGREF

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/21351/>